

Le FBI s'attaque aux paris en ligne

Les jeux de casino et paris ont toujours été une importante source de revenus pour les gouvernements, et donc l'objet de règles drastiques visant à les contrôler.

L'une des règles de base est que les jeux doivent respecter les frontières. Enfreindre cette règle est considéré par toutes les nations du monde comme un crime. A l'inverse, le jeu, comme tout ce qui attire le badaud, mais se trouve restreint par une législation contraignante, a toujours attiré les déviants et le crime organisé, qui y trouvent à la fois une énorme source de revenus, mais aussi de blanchiment de leurs autres revenus illégaux. On comprend mieux dans ces conditions l'intérêt que représente Internet pour les mafias du monde. Avec le Web, tout le monde peut jouer pour peu que l'on possède un accès Internet et une carte bancaire, et toutes les transactions et paris ? illégaux ? s'effectuent dans l'anonymat le plus complet. Et encore une fois le badaud est un bon client? Encore faut-il disposer des moyens matériels et législatifs pour poursuivre les contrevenants au travers de leurs sites Web de paris et de jeux, le plus souvent évoluant sous 'pavillon de complaisance'. Mais les choses pourraient changer, aux Etats-Unis en tout cas, où la Chambre des Représentants a approuvé la semaine dernière l'extension du Wire Act – une loi de 1960 qui interdit les paris par téléphone ? à toutes les formes de jeux de casino et de paris par Internet. Il n'en fallait pas plus pour que le FBI passe à l'acte et s'attaque à quatre entreprises sous les motifs de racket, conspiration et fraude. 11 personnes ont déjà été arrêtées. **BetonSport et ses dirigeants dans le collimateur du FBI** Parmi ces sociétés figure l'un des principaux organisateurs de paris en ligne, BetonSports PLC, une entreprise de droit britannique, mais dont les activités et serveurs sont basés dans des pays peu regardants tant que l'argent circule. Le fondateur de l'entreprise, Gary Kaplan, est recherché. Quant à son CEO (*chief executive officer*) David Carruthers, il a été interpellé alors qu'il tentait de rejoindre le Costa Rica, un pays qui n'extrade pas vers les Etats-Unis. Gary Kaplan devra répondre d'une vingtaine d'accusations de violation des lois américaines, dont le Wire Act, le RICO (*Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Conspiracy*), pour jeux entre Etats, interférence avec l'administration sur les lois *Internal Revenue*, et évasion fiscale. Il est aussi poursuivi pour le *DME Global Marketing and Fulfillment* pour avoir exporté illégalement du matériel de la Floride vers le Costa Rica. En plus de ces charges, le DoJ (*Department of Justice*) a déposé une plainte au civil afin d'interdire à BetonSports de prendre des paris sur le territoire américain et d'obtenir la restitution des sommes versées sur les comptes des clients américains des sites de jeux. Et pour finir, le DoJ lui réclame 4,5 milliards de dollars pour forfaiture? Enfin, le FBI a demandé à quatre compagnies du téléphone américaines de mettre fin à la fourniture de services à tous les 'bookmakers' et casinos en lignes mis en place par BetonSports. Et pendant ce temps des dizaines de milliers de parieurs, et peut être même des centaines de milliers, continuent de parier en ligne sur les sites Web de BetonSports, intouchables, car leurs serveurs sont basés au Costa Rica !